

15 février 2019
Débat national
Thème : La démocratie et la citoyenneté
Animatrice : Pascale Loiseleur
Rapporteur : Françoise Balossier

Nombre de participants : 37

Introduction : Lecture de la charte

Débat :

La méthodologie :

- Que vient-on faire ? Qu'est-ce qui nous est demandé ? Est-ce que c'est un fourre-tout ou est-ce que c'est construit ? Y a-t-il un but utilitaire ? Une fonction cathartique ?

- Il s'agit de formuler des doléances, poser des questions, peut-être répondre à ces questions, faire remonter ce que les personnes ont à dire. De là des propositions seront faites par le président de la république.

- Les participants étaient moins nombreux à la première séance mais un certain nombre de personnes ont voulu revenir pour continuer le débat.

- Le but des participants est de faire remonter les échanges.

Le monsieur qui a posé la question de la méthodologie décide de partir malgré la demande de la salle pour qu'il reste.

Le respect :

- Un participant demande à parler du respect : respect entre individus, respect de la loi : port de la burka, usage de la drogue. Respect mutuel.

- Le président de la république devrait respecter son peuple. On n'a jamais été aussi agressé en permanence par un président.

- Nous devons respecter le président.

- Peut-être qu'il ne respecte pas la démocratie.

- Qu'est-ce que respecter la démocratie ?

- La minorité élue doit laisser la parole à la majorité.

- Si un dictateur est élu doit-on le laisser gouverner pendant tout son mandat ?

- Est-ce que vous avez des propositions ?

- Dans le respect il y a réciprocité. On se doit de respecter son adversaire.

- La question, c'est la façon d'être du président qui est en permanence dans l'agressivité.

- Faut-il qu'il démissionne ?

- La salle dit «non».

- Emmanuel Macron a fait de grosses erreurs de communication.

- Aujourd'hui on ne sait plus où commence et où finit la démocratie.

- Dans la démocratie il y a des lois qu'on doit respecter.

- Nous devons éviter de tomber dans l'individualisme et de personnaliser. Il faut respecter la minorité tout en allant dans le sens de la majorité. On est trop dans l'émotionnel et dans l'individualisme. Nous devons faire un travail sur soi pour comprendre et s'en sortir. La situation est très grave en ce moment.

- Le problème est mondial.

- Les réseaux sociaux sont aussi responsables de la situation dans laquelle nous sommes.

Les institutions :

- On manque d'information. Nous ne connaissons pas le fonctionnement de l'institution. Une meilleure connaissance nous permettrait de nous adresser aux bonnes personnes. Il faudrait prendre en compte le vote blanc qui est un vote exprimé. Il y a une incompréhension quand le candidat est élu par une minorité, quand 80% des électeurs n'ont pas été entendus.
- Les sénateurs devraient être sur le terrain.
- Nous avons besoin de plus de proximité auprès des personnes âgées.
- Il faut changer le fonctionnement des députés et des sénateurs.
- On n'a plus d'opposition en France. On est muselé pendant 5 ans. Il faut déplacer les élections législatives de 2 ans pour favoriser une représentation de l'opposition.
- Un quinquennat c'est trop court. Il faudrait revenir au septennat pour donner du temps au gouvernement.
- Deux chambres existent mais on ne voit plus les élus une fois qu'ils sont en place.
- Il faut aller sur internet pour savoir ce qui se passe.
- Est-ce qu'on parle d'une 6ème république ? M. Macron a été élu suite à la débâcle des autres présidents. Il a été élu par défaut et n'a pas répondu à l'attente de réforme.
- Ceux qui voulaient la 6ème république n'ont pas été élus.
- Le non cumul des mandats empêche les élus de fréquenter la base. Il faut garder le lien entre les élus et la base.
- Si on diminue le nombre de parlementaires ils seront encore plus loin du terrain. Le problème c'est la coupure des élites et le cumul des mandats. La modification de la proportionnelle permettrait peut-être de faire remonter les demandes.
- Il ne faut pas changer de régime et garder la 5ème. Il faut déléguer aux régions. Le président de la république ne peut plus tout faire. Nous n'avons plus de politiques mais des chefs de projet qui se connaissent et se soutiennent. Et maintenant leurs projets échouent grâce aux gilets jaunes.
- On a imposé Maastricht, alors les français se sentent floués. Il faut trouver un autre outil capable de répondre à la cascade des ennuis qui nous entourent. L'humanité est incapable de répondre à l'urgence climatique. Qui peut le faire ? 21 % de différentiel entre les économies allemande et française nous dit Christine Lagarde. Que lui répondons-nous ? La France des gilets jaunes demande le RIC pour résoudre les problèmes les uns après les autres. La planète doit devenir une personne juridique. Il faut juste une volonté politique pour le mettre en place. La France doit dire oui à ce projet. Il faut entrer dans un processus constitutionnel : écrire une autre constitution en gardant notre système. L'état social ne suffit pas. Il faut un outil qui nous permet d'être réactif. Cet outil serait le référendum qui nous donnerait les directions à suivre.

La citoyenneté :

- On ne peut pas manifester tout le temps.
- C'est la 1ère fois qu'on peut s'exprimer autrement que par le vote. Il faut nous en saisir.
- Il faut agir parce que c'est le grand effondrement, le collaps qui nous attend.
- Qu'est-ce que ça veut dire reconnaître le vote blanc ?
- Refaire des élections.
- Ca ne donne rien le référendum.
- Il y a 55 % de français non inscrits. Il faut aller voter pour exprimer ses opinions. Je demande le vote obligatoire.
- En France on a toutes les aides et nous on ne donne rien à la France.
- Le vote blanc est une expression. Quelle est la proportion de citoyens qui paient l'impôt direct sur le revenu ? Pour être citoyen on doit avoir le sentiment d'être citoyen en payant l'impôt, même si c'est 5 €.
- Dans la notion de citoyen il y a des droits et des devoirs. Les gens oublient qu'ils ont des devoirs. Tout le monde devrait payer l'impôt pour se rendre compte de l'état de citoyen. En France on a beaucoup d'avantages.

- Tout le monde paie la CSG.
- Discussion sur la CSG : c'est un impôt ou une charge sociale ?
- L'impôt étant retenu à la source, personne ne se rendra plus compte qu'il paie un impôt.
- Tout le monde payait les impôts locaux.
- La salle nuance cette déclaration.
- Les impôts fonciers : le maire n'a pas tous les pouvoirs. La commune fixe le taux sur la taxe d'habitation et l'état fixe l'assiette.
- On se rend compte que la non connaissance du système fausse le jugement.
- Avant il y avait de l'instruction civique à l'école. Maintenant c'est fini.
- Je suis seule avec 2 enfants et mes enfants sont bien élevés. Mais c'est difficile de suivre la scolarité et l'orientation des enfants.
- La dépense publique est trop élevée en France.
- En France on a un tissu associatif très important. Les Français s'engagent. Que les élus donnent l'exemple. Avant le vote obligatoire il faut moraliser la politique.
- Il faut parler de cumul de rémunération plutôt que de cumul de mandats. Arrêtons le cumul des revenus.
- Je suis content d'avoir entendu le mot République. Faisons un peu d'histoire. En 1789 la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen pose l'égalité des citoyens devant l'impôt. Si on ne connaît pas notre histoire on ne se comprend pas.

La laïcité :

- La laïcité est fondamentale. Je pense que la laïcité ne se découpe pas en tranche. Le modèle français a sa spécificité. La place des religions : on doit respecter les religieux et, à égalité, les non-croyants. Au niveau européen la crise touche tous les pays. Aux dernières élections en Allemagne on a vu pour la 1ère fois l'extrême droite se présenter. Ne jouons pas avec les allumettes.
- Est-ce que le respect est lié à la laïcité ?
- Je suis athée : je ne me prêterai jamais à une religion.
- Le respect est inscrit dans la devise de la république : Egalité-Liberté-Fraternité.
- Il ne faut pas avoir peur de l'autre. Il faut aller vers les gens.
- On a parlé de débats philosophiques en classe dès la maternelle. C'est là où on pourrait favoriser une réflexion personnelle des enfants. Ça a été supprimé. Maintenant des parents se groupent pour organiser ces séances dans les classes. Il faut trouver ses propres valeurs pour être citoyen, développer la raison, le raisonnement.
- On a proposé au moment de la commission sur le voile, il y a très longtemps, que dans les écoles il y ait un enseignement assez tôt sur les religions du point de vue historique. C'est un point très important.
- L'histoire des religions se fait en 6ème et en 5ème.
- Après 68 on a vu une dégradation incroyable des programmes d'histoire à l'école. On arrive à des aberrations. Les gens ne savent pas ce qu'est la shoah. Il faudrait beaucoup plus de pédagogie concernant les religions. Le mot laïcité ne représente rien pour les salafistes. Les mots laïcité et république n'existent pas en arabe et donc le concept n'existe pas. On est trop laxiste et on doit nommer les choses.
- C'est terrible ce qui se passe en Seine et Marne. Un petit enfant de 4 ans a dit à sa maîtresse : «je vais te couper la gorge». Il faut travailler avec les petits.
- Il faut lutter contre l'obscurantisme.
- La laïcité est devenue un mot fourre-tout. Il faut redire ce qu'est la laïcité. C'est une idéologie qui a combattu le christianisme.

L'école :

- Quelle est la place de l'école. Est-ce qu'elle est assez forte ? Est-ce que les enseignants se sentent suffisamment soutenus. Y a-t-il une rupture entre l'école et les parents ? Il y a un appel à plus de

valeurs. Quelle est la place de chacun ? Je connais Sevrans. Les enfants au départ sont tous les mêmes. C'est leur éducation qui fait la différence. Les enfants de Sevrans sont prêts à entendre des messages plus autoritaires. Une vraie doléance : revaloriser le rôle de l'école.

- Il y a un lien énorme entre l'histoire et l'enseignement des religions. La laïcité est attaquée quand on ne peut pas aborder certains thèmes à l'école. Il faut pouvoir tout aborder. Ça a un impact sur la défiance.

- Pourquoi a-t-on construit la laïcité à l'école ? Après 68 on a interdit d'interdire et ça n'a plus été.

- Qui décide de ce qui se passe à l'école ? J'ai été en colère quand M. Blanquer a mis à bas les rythmes scolaires. Ce sont des conseillers municipaux et un maire qui en décident. Il n'y a que le corps médical qui puisse nous dire ce qui est bien pour les enfants. J'ai une amie non enseignante dans 5 pays d'Europe. Dans chaque pays il a été posé la question : combien de jours les enfants vont-ils à l'école ? Dans les 5 pays les enfants travaillent 5 jours.

- C'est toujours le politique qui valide.

- Les journées des enfants sont trop longues. Il y a des inégalités dans la qualité des activités proposées aux enfants.

- Le respect de l'enfant est posé aussi ailleurs qu'à l'école. C'est l'affaire de la nation.

- Il faudrait davantage d'aide à la parentalité : des lieux pour aider les familles.

La représentativité :

- Il est important pour le président de s'entourer d'avis d'acteurs de tous les niveaux. Nous sommes allés trop loin. Il faut rectifier. Il faut rééquilibrer, trouver quelque chose de plus juste. Qu'on sorte de réactions trop irréflechies.

- Tout le monde a beaucoup d'idées. Le référendum d'initiative citoyenne : je voudrais autre chose mais je n'ai rien trouvé d'aussi démocratique que le RIC. J'ai participé aux ateliers citoyens. On a un souci : comment régler le RIC ? Il y a beaucoup de raison dans ces débats.

- Le référendum d'initiative parlementaire est inscrit dans la constitution et impossible à réaliser.

- Le RIC doit être un RIP amélioré.

- Ces ateliers citoyens débutent. Toutes les catégories sociales sont représentées. Il n'y a pas que des gilets jaunes.

- Tout le monde veut être reconnu.

- Dans d'autres pays les référendums fonctionnent bien.

- Si on fait un référendum, ça doit être très clair.

- Je ne pense pas que le débat d'aujourd'hui aura une incidence sur la politique de demain mais ça favorise une prise de conscience.

- Pour Notre Dame des Landes il y a eu un référendum local qui n'a pas été pris en compte. Le travail est énorme. On va droit dans le mur.

- On veut tous du mieux.

- Les débats ne suffisent plus. Il faut construire d'autres choses autour. Il y a quelque chose à rebâtir.

- C'est aux citoyens de s'organiser autour de la commune.

- Emmanuel Macron doit saisir la perche que lui tendent les débats.

- On est en train d'écrire l'histoire.

- Chacun va chercher les infos dans les débats qui existent partout.

- Le Président en tiendra-t-il compte ?

- Il faut reconnaître aux gilets jaunes d'avoir généré une prise de conscience de la situation difficile des beaucoup de gens.

- On a besoin de débattre parce qu'on ne débattait plus. Il faut sortir du politiquement correct.

- Il faut commencer par penser au partage du travail.

- Avec l'intelligence artificielle les choses vont changer.

- Il faudrait par la suite que les politiques organisent des débats ouverts à tout le monde sur des questions ciblées.

Conclusion :

- Qu'est-ce qu'on a envie de faire remonter ?
- Redémarrer sur un cadre, un système plus humain. Les problèmes de fond : le respect, l'école, le travail, les clivages.
- La gouvernance.
- La reconnaissance.
- Il n'y a pas que l'école. Il y a aussi les réseaux sociaux, la société.
- Je suis gilet jaune, je pourrais être en retraite depuis un an. Je continue de travailler pour les impôts. Je vais voter blanc et j'estime que ça compte.
- Un clin d'oeil avant de se quitter : l'origine du mot « Carmagnole » c'est un gilet importé du Piémont.